

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

LA SÉCURITÉ SOCIALE EST EN DANGER

Tassement des recettes, cotisations en souffrance et explosion du salariat non déclaré

Le « Soir Retraite » d'aujourd'hui traite d'un problème qui ne cesse de s'aggraver, celui de la situation financière très précaire des organismes de Sécurité sociale, notamment la Cnas, la CNR et la Casnos, organismes dont la trésorerie est presque nulle et dont les dépenses dépassent les recettes. Oui, le système de sécurité sociale est en danger et cette crise financière menace l'avenir de la protection sociale. Personne ne semble s'en soucier : ni les assurés sociaux, incapables de s'organiser, ni les caisses elles-mêmes qui continuent de fonctionner au-dessus de leurs moyens, encore moins les pouvoirs publics qui proposent de fausses solutions (voir ci-dessous) face à de vrais problèmes...

Prenons, par exemple, une des facettes de ce désastre financier : les organismes de Sécurité sociale sont impuissants à recouvrer les cotisations dues par les employeurs, tant du secteur privé (principalement) que du secteur public ! Le montant — gardé secret — des cotisations non encore récupérées se chiffre à plusieurs dizaines de milliards de dinars, voire même quelques centaines de milliards de dinars... Le ministère de tutelle — Travail, Emploi et Sécurité sociale — semble sortir de son inertie depuis quelques mois : c'est que le péril est en la demeure. «Le ministère prévoit d'établir un échéancier et de geler les pénalités afin de faciliter aux entreprises qui accusent un retard en matière de cotisations de payer leurs dettes», telle est la décision qui prévoit également que des échéanciers seront fixés pour faciliter aux entreprises le paiement de leurs dettes en matière de cotisations à la Sécurité sociale.

Gel des pénalités, un «cadeau» aux employeurs indécents

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale qui présidait le 1^{er} mars dernier une réunion



avec les directeurs de wilaya des agences locales de la Caisse nationale de retraite (CNR) a expliqué que «ces pénalités de retard seront gelées pour trouver une solution à terme», ajoutant qu'il s'agit «de mesures incitatives permettant aux entreprises concernées de commencer à payer leurs dettes aux caisses de Sécurité sociale.» Encore un «cadeau» aux employeurs indécents qui n'en demandaient pas tant : une fausse solution face à un vrai problème, soit une prime à la fraude... sociale ! Le ministre a évo-

qué une opération de recouvrement qui sera menée en 2015, afin d'« améliorer sensiblement » les réserves des caisses de la Sécurité sociale. Il a souligné que «plusieurs milliards de dinars ne sont pas recouverts par ces caisses, en raison des mauvais payeurs».

Il aurait, pour plus de transparence, indiqué le vrai montant des cotisations impayées. Il a aussi précisé que «la CNR dégage mensuellement 72 milliards de dinars pour le paiement de plus de 2,6 millions de retraités» et que «le système

de retraite a connu depuis sa mise en place des évolutions diverses tant au plan législatif, organisationnel que financier.

Afin d'illustrer ces évolutions, selon le ministre, il convient de rappeler que plusieurs conseils interministériels, bipartites et tripartites ont été consacrés à l'examen du dossier relatif à la retraite.

«... La plupart des employeurs ne versent malheureusement pas leurs cotisations...»

Pour rappel, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait déjà affirmé le 12 janvier dernier, lors d'un déplacement à Guelma, que 2015 sera l'année du recouvrement des cotisations dues par les employeurs publics et privés aux différentes caisses de Sécurité sociale. Des instructions fermes ont été signifiées aux responsables de la Cnas (Caisse nationale d'assurances sociales) et de la Casnos (Caisse de sécurité sociale des non-salariés) pour activer l'opération de recouvrement en proposant aux employeurs «différents modes possibles de règlement et, le cas échéant, des facilités et des calendriers de paiement», avait précisé le

ministre dans une déclaration à la presse, en marge de sa tournée de travail dans cette wilaya. «La plupart des employeurs ne versent malheureusement pas leurs cotisations aux caisses de Sécurité sociale», avait-il déploré, soulignant que les cotisations dues par une entreprise installée à Alger ont fini par atteindre les 4 milliards de dinars. Les inspecteurs du Travail exerçant dans les wilayas ont été exhortés à «placer la vérification du paiement des cotisations dues aux caisses de Sécurité sociale en tête de leurs activités», avait ajouté le ministre, avant de faire état de l'importance de ces recouvrements pour l'équilibre financier de ces caisses dont les prestations bénéficient à 34 millions d'Algériens (assurés et leurs ayants droit).

Il avait appelé les opérateurs et employeurs à faire preuve de «sens de responsabilité nationale» et à «contribuer à l'équilibre financier des caisses qui versent annuellement 160 milliards de dinars, soit l'équivalent de 2 milliards de dollars au titre du remboursement de médicaments». Sera-t-il entendu ?

Affaire à suivre...

Djilali Hadjadj

Gestion électronique des dossiers de retraite en perspective

Lors de la réunion avec les directeurs de wilaya des agences locales de la Caisse nationale de retraite (CNR), le ministre de tutelle a évoqué le dispositif d'aide et d'assistance à domicile en direction d'une catégorie particulière de retraités et de leurs familles, notamment ceux nécessitant une prise en charge spécifique, tels que les handicapés, les invalides et les dépendants.

Il a également annoncé que son secteur soutient l'initiative visant à intensifier les actions d'information de la gestion des dossiers de retraite.

«La mise en œuvre du plan informatique directeur constituera, à brève échéance, un outil performant de gestion moderne, intégrant les différentes fonctions liées à la liquidation et au paiement des prestations de retraite, précédemment exécutées soit manuellement, soit au niveau de plusieurs logiciels séparés. Ce plan participera, par ailleurs, à consacrer l'effort de centralisation effective et totale de l'exploitation informatique», a-t-il affirmé. Il a ajouté que «ce dispositif sera complété par le

lancement de l'opération de gestion électronique des dossiers de retraite, dont la phase de numération, qui constitue l'étape la plus importante, est en cours de finalisation et permettra d'assurer une meilleure conservation des documents et de disposer d'un archivage électronique.»

Pour une prise en charge efficace des retraités

Selon le ministre, la CNR disposerait de 179 centres d'accueil, d'information et d'orientation à travers le territoire.

Et d'annoncer : «Dans une perspective de renforcement du système de contrôle interne, un instrument efficace de gestion a été élaboré. Il s'agit, en l'occurrence, de manuels, actuellement en cours d'actualisation, portant sur les procédures de gestion administrative et financière, et de traitement de dossiers de retraite.»

S'agissant du regroupement des cadres de la CNR, le ministre a donné des orientations aux participants en vue

d'assurer une prise en charge efficace et efficace des retraités. La simplification et l'allègement des procédures administratives, la réduction des délais consentis pour la liquidation des dossiers de retraite et la diversification des modes de paiement des pensions de retraite par le biais du canal bancaire dans le cadre de la modernisation des méthodes de gestion figurent parmi les orientations émises par le ministre.

La CNR gère actuellement près de

2 643 501 dossiers de retraite à fin janvier 2015, dont 933 655 pensions de retraite de réversion, 226 850 allocations de retraites et 6 815 pensions versées à l'étranger.

L'échéance mensuelle du paiement de ces pensions et allocations de retraite est de 72 milliards de dinars, dont 12 milliards de dinars à la charge du budget de l'Etat, au titre des dépenses dites de solidarité nationale.

LSR

A nos lecteurs

Les trois derniers «Soir Retraite» ont été consacrés entièrement au courrier postal des lecteurs, courrier qui a connu un retard pour sa publication. Les lecteurs internautes qui nous ont envoyé des courriels (doléances, questions, contributions, analyses, points de vue, etc.) devront encore patienter : la publication de leurs envois reprendra à partir du mardi 17 mars. Dans «Le Soir Retraite» d'aujourd'hui, il nous a semblé essentiel de revenir sur la situation financière désastreuse des caisses de Sécurité sociale. Nous lançons un appel aux lecteurs afin de nous faire part de leurs réactions et, surtout, de leurs propositions face à ces menaces très sérieuses qui pèsent sur ces organismes.

D. H.